

## L'ESPACE COLLECTIF URBAIN A TRAVERS L'HISTOIRE

Comment n'avouerais-je pas, pour commencer, mon embarras devant l'ampleur et la difficulté du sujet? La notion d'espace collectif urbain est en effet une notion récente. Il s'agit d'un concept élaboré au cours des années 1960, concept qui par conséquent n'est en usage que depuis une quinzaine d'années. De là pour un historien une grande difficulté à redécouvrir dans le passé une réalité qui n'apparaît jamais comme telle dans l'histoire des villes. On peut seulement tenter de la cerner et de l'analyser à travers un certain nombre de documents, de formes, de représentations, mais toutes ces expressions ne constituent que des expressions indirectes, qui occultent l'espace collectif en même temps qu'elles le signifient. Aussi me bornerai-je à signaler quelques repères et à ouvrir quelques pistes de réflexion. Car lorsque l'on interroge le passé on n'y recueille que des données fragmentaires, ce qui laisse une large place aux hypothèses et à l'interprétation. Bref, c'est là une page quasiment vierge dans le grand livre de l'histoire urbaine.

Je débiterai par quelques réflexions préalables de méthode. D'abord, je remarque qu'au cours de la préparation du colloque les organisateurs ont remplacé le terme « espace public » par celui d'« espace collectif ». Cela me facilite la tâche, dans la mesure où la distinction « public/privé », si elle a aujourd'hui un sens très clair, était en revanche beaucoup moins nette dans le passé. Certes, à l'heure actuelle l'on a tendance à identifier espace collectif et espace public, mais il faut se souvenir que le couple antithétique « public/privé » résulte d'une dichotomie récente. C'est seulement par rapport à une mentalité moderne, datant tout au plus d'un siècle ou d'un siècle et demi, que la distinction a pris un sens. Jusque-là, dans les modes de pensée traditionnels, les lignes de séparation apparaissaient beaucoup plus floues. La différenciation s'opérait alors selon des critères différents ou bien n'était point perçue du tout.

Rappelons-nous par exemple ce que Tocqueville écrit de l'évolution de la famille dans la *Démocratie en Amérique*. « La démocratie, note-t-il, détend les liens sociaux, mais elle resserre les liens naturels. Elle rapproche les parents dans le même temps qu'elle sépare les citoyens ». On peut, me semble-t-il, appliquer le raisonnement à l'existence citadine. De même que dans la collectivité familiale, les liens sociaux dans la collectivité urbaine se sont détendus, au fur et à mesure que progressait la philosophie individualiste avec sa conscience de plus en plus déterminée des valeurs de l'existence privée. Car la conception ancienne de la ville était — tout comme celle de la société — une conception communautaire.

Les définitions que l'on donnait jadis de la ville le montraient fort bien. Ainsi les hommes du Moyen Âge ont repris fidèlement les idées de l'Antiquité, et après eux leurs conceptions ont continué d'avoir cours pendant très longtemps. Saint Augustin dans la *Cité de Dieu* avait dit: « La cité n'est rien d'autre que la multitude humaine unifiée par le lien social » (*Civitas nihil aliud est quam hominum multitudo societatis vinculo adunata*). Et dans une perspective voisine Isidore de Séville écrivait: « La ville, ce sont les murailles même; par contre ce qu'on appelle la cité, ce ne sont pas les pierres, mais les habitants » (*nam urbs ipsa moenia sunt, civitas autem non saxa sed habitatores vocantur*). A la fin du Moyen Âge on retrouve ces termes presque mot pour mot. Selon Brunetto Latini, dans son *Tesoro*, « la ville est un rassemblement des hommes unis pour habiter en un lieu et vivre sous une loi » (*Città è uno radunamento di genti ad abitare in uno luogo, e vivere ad una legge*). Bien sûr un tel discours sur la ville décrit un idéal, mais cet idéal ne prend son sens que parce qu'il s'inscrit dans la philosophie sociale ambiante. Écoutons encore ce que disait dans un sermon en 1304 à Florence le dominicain Giordano da Rivalto: *civitas* consonne avec *caritas*, la ville et l'amour se rejoignent, parce que les gens qui l'habitent s'aiment: « *Città (civitas) tanto suona come amore (caritas) perocché si diletano le gente di stare insieme* ».

Avec une telle définition — au demeurant très embellie — il est évident que la dimension de l'espace privé est fort réduite. Alors qu'au contraire,

depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, l'on a assisté à un élargissement continu du secteur privatif de l'existence urbaine. L'accent a été mis de plus en plus sur les vertus d'un univers clos et personnel tant au niveau de la famille qu'à celui de l'individu. Et l'on a cherché à se protéger toujours davantage contre les intrusions venues du dehors: changement d'optique qui correspond au progrès de l'individualisme et de l'esprit bourgeois. C'est là une innovation capitale de la culture occidentale issue du mouvement des lumières et de la révolution industrielle. L'ère de la privatisation de l'existence commence. L'autonomie de la personne, qui s'affirme avec vigueur, se traduit sur le plan spatial. (Incidentement on peut signaler, parallèlement à l'émergence de la distinction privé/public, le développement de deux autres couples spatiaux antithétiques, à forte influence sur la vie urbaine: le couple *extérieur/intérieur* et le couple *ouvert/fermé*.)

Une deuxième remarque préalable concerne la dialectique entre les deux formes de l'espace collectif: l'espace imposé et l'espace choisi. D'une part en effet il y a les impératifs techniques de la vie urbaine, impératifs qui génèrent un espace fonctionnel, commandé par les besoins, en particulier les besoins économiques, tels que circuler, échanger ou fabriquer: de là tout ce qui a trait à la fluidité (voies de circulation), aux échanges (marchés et commerces), à la production. D'autre part, à chaque civilisation urbaine correspondent des choix socioculturels propres: ici l'espace est un espace plus volontaire, qui exprime et reflète les relations sociales (échanges personnels, manifestations collectives, vie religieuse et festive), les formes de pouvoir (relation entre l'autorité et le citoyen), les canons esthétiques (programme architectural). Il est vrai que dans la pratique les espaces collectifs combinent les deux types d'exigences — les contraintes techniques et les options culturelles — si bien que sur le terrain on ne peut opérer de délimitation très nette entre les facteurs. Néanmoins il est bon, sur un plan théorique, de marquer la différence dans la « fabrication » de l'espace collectif.

Troisième réflexion préalable: l'espace collectif urbain ne doit pas être étudié seulement dans son processus de fabrication et de développement, il doit être envisagé aussi au point de vue de son fonctionnement. Or parmi les usagers l'on doit distinguer trois catégories: à côté des usagers directs (les citadins eux-mêmes), il y a les usagers intermittents (les habitants de la région, à commencer par les campagnards du voisinage) et les usagers occasionnels (les visiteurs) — et cela quel que soit le stade de développement de la ville, quelle que soit sa taille, quelle que soit l'époque. Chaque ville s'affirme comme foyer d'animation de rayonnement et d'attraction sur les zones rurales ou semi-rurales environnantes. En même temps elle réfléchit les attitudes et les besoins de la société globale. Dès lors les espaces collectifs doivent être considérés comme des sortes d'équipements collectifs, des lieux d'action et de consommation collectives, à la disposition d'un public très vaste et très composite. Ceci n'est pas moins vrai aujourd'hui, au temps des grandes banlieues et des nébuleuses, que ce n'était vrai autrefois au temps de la séparation ville/campagne. En conséquence il importe de pouvoir adapter les espaces collectifs à une demande multiple et extensible.

Car, dans l'usage qui est fait des espaces collectifs, il faut tenir également compte des fréquences et des niveaux d'utilisation en fonction de la hiérarchie sociale et du standard de vie. Une différenciation s'établit spontanément selon les catégories d'usagers. Alors que les privilégiés — patriciens, nobles, grands ou moyens bourgeois — bénéficient le plus souvent d'espaces privatifs amples, confortables, susceptibles de répondre à la plupart de leurs exigences (sous forme de palais, d'hôtels, de maisons bourgeoises, de jardins) et par conséquent éprouvent moins le besoin d'espaces collectifs sinon comme simple environnement ou pour un usage occasionnel, au contraire pour les « classes inférieures » les espaces collectifs apparaissent d'autant plus nécessaires qu'elles ne disposent pour leur part que d'espaces privés exigus, mal commodes, parfois malsains, et en général surpeuplés. Sans doute aujourd'hui va-t-on, grâce à l'élévation

du niveau de vie, vers un accroissement des consommations privées, et à cet égard les espaces collectifs peuvent sembler correspondre moins à un besoin, dans la mesure où le contenu des lieux privatifs s'est développé et enrichi. Il n'y a qu'à penser au rôle de la télévision ou à celui des supermarchés pour voir comment ont été assumées les fonctions de spectacle ou de marché qui jadis se déroulaient dans les lieux publics (bien souvent dans le cadre de rassemblements spontanés ou organisés).

Enfin, je ne mentionne que pour mémoire une dernière donnée: le climat. Il est bien évident que dans la mesure où les espaces collectifs sont fréquemment des espaces extérieurs et ouverts, les conditions climatiques ont pesé et pèsent d'un grand poids. Certes on a imaginé toutes sortes de solutions pour la protection contre les intempéries (vent, pluie, neige, froid), mais ce n'est pas un hasard si c'est dans les sociétés méditerranéennes que s'est produit le premier grand épanouissement de la vie urbaine.

Je voudrais maintenant, pour avancer dans notre démarche, présenter une classification sommaire des espaces collectifs, en essayant de les situer les uns par rapport aux autres: tâche plus délicate qu'il n'y paraît à première vue, tant il existe de chevauchements entre catégories.

A un premier degré, l'on trouve les infrastructures. Matériaux de base des formes urbaines, dont l'assemblage produit la ville, ce sont les éléments physiques de la topologie, ou, si l'on préfère, les composantes matérielles de l'objet ville (même si par ailleurs ces composantes détiennent une signification qui dépasse largement leur aspect formel et extérieur). Elles-mêmes se subdivisent en plusieurs groupes. Il y a d'abord le vaste domaine englobant:

- les rues, ruelles, boulevards, avenues (chaussées et trottoirs);
- les galeries publiques et les passages couverts;
- les escaliers, terrasses, belvédères ...;
- les quais, à quoi l'on peut ajouter ce secteur intermédiaire entre la rue et la place que constituent les allées ou le mail.

Là s'exprime le langage de la pierre et de l'arbre tandis que ces lieux assument par nature les fonctions de base de la ville sur le plan économique et social: circulation, échanges, contacts.

Une seconde catégorie regroupe les diverses espèces de places (points de rencontre susceptibles de contenir des nombres beaucoup plus vastes). Ce sont les places proprement dites, qu'elles soient carrées, rectangulaires, circulaires ou ovales; les forums et les agoras; les esplanades, parvis, ronds-points, piazza; les promenades. On peut y ajouter les squares, lieux intermédiaires entre les places et les jardins.

On arrive ainsi à un troisième groupe, celui des espaces naturels protégés, tels que jardins et parcs. S'y rattachent, quoique sur un mode mineur, les fortifications, les glacis, les cimetières et autres lieux calmes et verdoyants aménagés en promenades publiques.

Enfin une quatrième catégorie d'infrastructures comprend les lieux de l'échange: marchés (ouverts ou couverts), halles, etc.

Mais il existe un second degré des espaces collectifs: celui des superstructures relationnelles, dont la fonction est autant et même plus culturelle ou symbolique que pratique (en particulier ils confèrent un sens aux éléments de l'infrastructure). Ici se marient le beau et l'utile, ou pour reprendre le langage d'Alberti, la *commoditas* et la *voluptas*. Dans ce secteur l'on peut ranger les axes et les perspectives (c'est-à-dire tout ce qui a trait aux repères visuels); les monuments et les palais (en tant que cadre extérieur, et non pas comme bâtiments privatifs); les fontaines monumentales, les statues, les arcs de triomphe, les portes, les colonnes, les tours... S'y ajoutent les éléments mineurs du décor urbain, notamment le mobilier. L'administration française définit par *mobilier urbain* «l'ensemble des objets ou dispositifs publics ou privés installés dans l'espace public et liés à une fonction ou à un service offert à la collectivité»: sécurité du piéton, éclairage, abris contre les intempéries, supports d'information (panneaux de signalisation, horloges), «commodités», etc.

Enfin, il existe un dernier niveau, mais plus difficile à délimiter: ce sont les espaces semi-collectifs. Equipements structurants, mais à fonction spécifique ou à destination ponctuelle, on peut y ranger les édifices reli-

gieux (églises, temples), les gares (ainsi que les embarcadères des ports et des aéroports), dans une certaine mesure les théâtres. Le problème se complique encore lorsque l'on aborde le cas des hôtels de ville, des bibliothèques, des musées. Quant aux cafés et aux restaurants, ils participent tout à la fois de l'espace public et de l'espace privé, non sans contribuer à façonner et à meubler de façon majeure l'espace collectif.

Si l'on considère maintenant l'évolution de l'espace collectif urbain à travers les âges, on peut, en se plaçant dans la longue durée, distinguer trois seuils majeurs qui rythment le développement.

Le premier seuil se situe au XVI<sup>e</sup> siècle et nous fait passer de la ville médiévale à la ville classique. En effet, ce qui caractérise la Renaissance, ce ne sont pas seulement les nouveaux canons qui s'élaborent en matière de théorie urbaine et qui renouvellent les formes, le plan, l'esthétique de la cité, c'est la transformation des activités urbaines et peut-être plus encore le changement d'échelle qui l'accompagne. La transformation tient à l'accroissement considérable des échanges dus au grand commerce, à l'essor de la banque, au développement des industries. Du coup, bien souvent, la ville éclate, déborde les remparts, s'étend à travers le plat pays.

Quel contraste avec la ville du Moyen Age, dans laquelle l'espace était si mesuré! Souvenons-nous que les cités médiévales étaient non seulement très peu peuplées (au X<sup>e</sup> siècle Rome, la plus grande agglomération de l'Occident, avait 25.000 habitants, Paris en avait 5.000), mais très exiguës. Sans doute y avait-il une grand-place et une cathédrale, mais ces lieux ne servaient qu'aux rassemblements exceptionnels, les rassemblements ordinaires se tenant dans les petits centres variés (marchés, parvis d'églises, places et placettes) qui parsemaient la ville. Durant toute la période médiévale on a rompu avec les dimensions des cités antiques, grecques ou plus encore romaines (à Rome par exemple les forums et les thermes étaient immenses). Le réseau spatial médiéval est un réseau à très petite échelle. Aux yeux des contemporains cela n'avait guère d'importance car l'espace citadin était un espace spiritualisé. Pour eux la ville idéale, c'était la réalisation de la *civitas Dei* au sens que lui donnait saint Augustin. Dès lors la communauté se rassemblait autour du sanctuaire de la cité, lieu sacré et ouvert, susceptible d'accueillir *clerus* et *populus*, les deux corps de la société chrétienne, et de leur conférer la sécurité d'existence en les introduisant au royaume de Dieu.

Avec la Renaissance, on accède à un espace tout autre — qui renoue avec l'espace antique, en particulier romain. D'abord, à cause de l'accroissement de la circulation, les voies s'élargissent, et l'on assiste à la multiplication des chariots, et bientôt à l'apparition des carrosses. D'où une vie plus agitée tout au long des larges avenues qui sont construites. D'autres part, le décor urbain se transforme: ville à programme, au développement géométrique, ordonnée autour d'un point central, la ville de la Renaissance traduit une croyance générale à l'harmonie, reflète le souci tout nouveau de la perspective (la perspective n'est-elle pas un moyen privilégié de décrire l'espace?), accorde une attention prioritaire au problème des proportions. Par ailleurs le pouvoir s'affirme, que ce soit celui du prince dans les petites cités italiennes ou celui du roi dans les grands Etats monarchiques comme la France, l'Espagne, l'Angleterre. De là de nouveaux édifices manifestant la puissance tantôt du souverain (palais royal), tantôt de l'aristocratie (palais urbain). Ces manifestations de la puissance politique, que l'on observe déjà à Florence au XV<sup>e</sup> siècle et à Rome au XVI<sup>e</sup> siècle, s'épanouissent à Paris au XVII<sup>e</sup> siècle et au XVIII<sup>e</sup> siècle avec les places royales (place des Vosges, place Dauphine débouchant sur la statue de Henri IV, place des Victoires orientée autour de Louis XIV, place Louis XV) et à Londres dans le *West End* aristocratique.

Une nouvelle transformation intervient au XIX<sup>e</sup> siècle, qui marque un deuxième seuil. A nouveau l'on change à la fois d'échelle et de registre mental. C'est alors l'avènement de la société marchande. A travers l'*Aufklärung*, la révolution industrielle, le romantisme, le primat est donné à l'individu, à l'initiative individuelle, à l'existence individuelle. Les cadres de l'ancienne société chrétienne et aristocratique sont brisés par le libre jeu du marché, la concurrence se déploie avec violence et sans barrière,

la vie sociale s'atomise. Il en découle une destruction de l'espace collectif traditionnel, espace auquel tous considéraient avoir droit et qu'ils pouvaient s'approprier. La réaction des sociétés urbaines à ce bouleversement se manifeste par une floraison d'associations, soit sous forme de cercles et de clubs (du côté bourgeois), soit sous forme de confréries (religieuses ou laïcisées), de mutuelles, de syndicats et de bourses du travail (du côté populaire). Mais la caractéristique de cette vie associative, c'est de favoriser des sociétés partielles au lieu d'une communauté ayant son consensus. On assiste donc à un repli sur des groupes de dimensions limitées : groupes évidemment dotés d'espaces, mais d'espaces privés, appartenant en propre à l'association.

Une autre caractéristique du XIX<sup>e</sup> siècle, c'est le changement qui intervient dans les nombres. Le flux des hommes fait que l'échelle des villes industrielles s'avère sans commune mesure avec celle des villes anciennes — villes classiques aussi bien que villes médiévales. Le territoire des nouvelles agglomérations surpeuplées, où afflue une population toujours croissante, se démultiplie — extension favorisée de surcroît par les nouveaux moyens de communication mécaniques. Si l'on ne tient pas compte de cette pression démographique, on ne peut comprendre les problèmes des villes du XIX<sup>e</sup> siècle, soudain affrontées à des besoins énormes (hygiène, circulation, équipements, etc.). Rappelons-nous par exemple qu'en Grande-Bretagne, pays pionnier de l'urbanisation, la population entre 1800 et 1900 a été approximativement multipliée par quatre... De même, ce sont les contraintes de la démographie qui expliquent le surpeuplement des logements, et par voie de conséquence le recours de la part de la population en surnombre aux espaces collectifs, utilisés comme exutoires (d'où par exemple une vie de la rue, supplantant à l'exiguïté des logements).

Parallèlement, comme la division du travail se renforce, le dessin de la ville traduit de plus en plus une division spatiale ségrégative, et l'urbanisme prend une allure utilitariste, cherchant la rentabilité davantage que le prestige, y compris pour les espaces publics.

Un nouveau seuil sépare le XX<sup>e</sup> siècle. Car de nos jours trois éléments nouveaux sont apparus, qui ont radicalement modifié les espaces collectifs. D'abord le développement massif de la circulation mécanique a entraîné la fin de la circulation à pied comme mode dominant de circulation urbaine — ce qui a abouti à l'envahissement et à l'asphyxie d'un grand nombre d'espaces collectifs transformés soit en voies exclusives de circulation pour les voitures, soit en parkings. Le résultat, c'est un recul de l'usage des espaces collectifs. En second lieu, la planification est armée de pouvoirs qui déterminent non seulement le sort des beaux quartiers, comme à l'âge classique, mais celui de la ville tout entière (avec un retour aux formes géométriques et une volonté de rationalisation qui rappellent la Renaissance et le classicisme). Enfin, alors que les espaces collectifs ou semi-collectifs étaient jusque-là l'apanage principalement des centres urbains, l'extension des banlieues et la création des villes nouvelles les démultiplient. Avec les nébuleuses, l'agglomération devient sans limites, et l'espace ouvert prédomine, sans qu'il soit aisé de définir désormais ce qui est collectif et ce qui ne l'est point.

Pour terminer, je voudrais évoquer brièvement un problème clé pour le devenir des espaces collectifs : qu'est-ce qui fait d'eux des lieux vivants ? le passé nous aide-t-il à dégager des critères de vitalité ?

Ce qui ressort avec netteté, me semble-t-il, de l'analyse historique c'est la *corrélation entre animation et polyvalence* (quelle que soit par ailleurs l'interpénétration des stratégies publiques et des stratégies privées à l'intérieur de ces espaces). En effet les ressources de la multifonctionnalité se révèlent indéfinies. N'est-ce point là qu'il faut chercher l'explication première de la fortune de certains lieux privilégiés ? N'est-ce point leur caractère en quelque sorte protéiforme qui garantit leur succès passé, leur survie présente, leurs chances d'avenir ? Inversement, dès que s'instaure une trop grande spécialisation, ou bien que sont abandonnées certaines fonctions traditionnelles au profit de l'univers privé, on constate un appauvrissement de l'espace collectif. A la manière de ces banlieues dont Lewis Mumford dit avec raison qu'elles expriment une volonté commune de mener une existence privatisée (*the suburb is a collective attempt to live a private life*).

Peut-on pour autant définir des fonctions spatiales spécifiques pour chaque stade de l'histoire ? C'est ce qu'affirme Françoise Choay lorsqu'elle voit dans la ville médiévale un espace de contact, dans la ville classique un espace théâtral, dans la ville industrielle du XIX<sup>e</sup> siècle un espace de communication, dans les villes nouvelles du XX<sup>e</sup> siècle, nées des volontés urbanistiques, des espaces de connexion. En fait une telle classification ne fait qu'esquisser les recherches possibles. Car l'appropriation des espaces collectifs emprunte des voies très variées non seulement selon les époques, mais aussi selon les activités auxquelles servent ces espaces. C'est ainsi que l'évolution économique a enlevé aux espaces collectifs une partie de leurs attributs. Certes il existe toujours par exemple des marchés publics, mais leur rôle est bien moindre qu'autrefois dans l'ensemble des échanges. De même on constate la décadence irrémédiable des foires, celle des métiers de la rue.

Au point de vue socioculturel en revanche, la rue garde dans une large mesure son caractère sacré : lieu de rassemblement, de processions religieuses, de défilés politiques. Les rites s'y maintiennent, riches de tous leurs aspects symboliques. Ainsi Mona Ozouf a étudié avec beaucoup de pertinence, à partir de la fête révolutionnaire, le rôle des cortèges dans la ville en mettant en lumière la signification des itinéraires parisiens, depuis le grand parcours cérémonial de la Bastille au Champ de Mars, dans le sens est-ouest, jusqu'au parcours, nord-sud celui-là, des panthéonisations à travers le Paris historique. On pourrait étudier de façon similaire les cortèges de droite (Champs Elysées - Arc de Triomphe) et les cortèges de gauche (Nation - Bastille - République), ou bien à Londres le destin de Trafalgar Square comme lieu d'appropriation populaire et démocratique. Remarquons aussi qu'à ces aspects festifs se rattachent d'autres usages symboliques, souvent en recul : l'usage militaire (défilés et prises d'armes), l'usage récréatif (flânerie et promenade). Au total le rôle de l'espace collectif comme lieu de communication et de contact a tendu à diminuer. Comme l'a bien exprimé Camillo Sitte il y a près d'un siècle : « Qu'y pouvons-nous si les événements publics sont aujourd'hui racontés dans les journaux au lieu d'être proclamés, comme autrefois en Grèce ou à Rome, par des crieurs publics dans les thermes ou sous les portiques ? Qu'y pouvons-nous si les marchés quittent de plus en plus les places... si les fontaines n'ont plus qu'une valeur décorative ? »

Il est une autre réalité à laquelle l'histoire doit nous rendre attentif, à l'encontre des légendes complaisamment colportées sur le passé. Loin que la ville ancienne ait été un lieu d'harmonie, elle a constamment contemplé et nourri des affrontements, parfois sanglants. Aussi est-il illusoire de vouloir faire des espaces collectifs le haut lieu de la conciliation. Il n'y a là qu'une vue de l'esprit. La ville est avant tout un lieu conflictuel. Fernand Braudel dans son grand livre *Civilisation matérielle et capitalisme* l'a rappelé avec force : « Les villes, écrit-il, sont autant de transformateurs électriques, elles augmentent les tensions, elles précipitent les échanges, elles brassent sans fin la vie des hommes ». En somme les villes sont moins des communautés (comme le voulait le Moyen Age) que des sociétés, et en tant que sociétés elles ont leurs antagonismes, leurs conflits, leurs guerres fratricides, leurs luttes de classes, d'intérêts, de pouvoir... Si bien que vouloir définir des normes conduisant à « une société polie et bien ordonnée » (Gropius) par le seul fait de l'environnement me paraît tout simplement nier un certain nombre de réalités fondamentales.

Dernière remarque, pour finir, à propos de l'apport de l'histoire à l'urbanisme et à la planification. Si l'on s'accorde pour vanter ce qui fait la richesse et la qualité de l'espace collectif en milieu ancien, l'on est conduit à se demander s'il existe des constantes dans leurs vertus architecturales. Peut-on discerner des supports privilégiés dans les formes ou le tracé de ces lieux ? Bref l'histoire nous aide-t-elle dans nos décisions d'aujourd'hui en matière de planification ? Marcel Poète a dit : « Le passé est l'école par excellence de l'urbaniste ». Et l'on ne peut qu'être d'accord avec lui. Mais il ne faudrait pas, à partir de là, considérer l'histoire comme une sorte de réserve passive de modèles. Ni le passé en soi comme un modèle. A mon avis, autant l'urbaniste doit approfondir sa connaissance du passé dans toutes ses dimensions (c'est-à-dire non seulement les formes architecturales, mais aussi les données économiques,

culturelles, démographiques, etc.), autant il lui faut se garder d'être terrorisé ou paralysé par le passé. L'histoire n'a pas à être dictatoriale, mais incitatrice. Elle est une provocation à la réflexion. Elle doit aider à pren-

dre la mesure des choses, à relativiser certains absolus, à se défier des ambitions chimériques — comme il convient à une discipline critique et réflexive.

François Bédarida

#### COLLECTIVELY-USED URBAN SPACE AND ITS HISTORY

*The distinction now made between public and private space is the result of the recent emergence of a new awareness. This, by broadening the individualized sector of urban existence, has led to a complex process deriving partly from technical constraints and partly from deliberate choice which is bringing collectively used spaces into existence. The problem, today, is how to adapt such spaces to suit a multifarious and elastic demand. The spaces themselves may be classified under several headings, ranging from functional infrastructures to cultural and symbolic superstructures.*

*A glance at the history of the process will show that it developed in three stages. The classical town which replaced the medieval city at the Renaissance introduced a new conception of space based on rules which were at once aesthetic and political. Then in the 19th century the towns born of the industrial and demographic revolution brought a lessening in the amount of collectively-used space and a corresponding development of segregative social life split up into an infinity of small units. Finally, the 20th century has introduced a radical change in the forms and practices associated with collectively-used spaces. The question now is: what makes such places live things? Here we must bring out the correlation between liveliness and multi-purpose character; but the past does not represent a mere passive storehouse of models and the town-planner must use his knowledge of the past in the interests of a forward-looking view of things.*

#### EL ESPACIO COLECTIVO URBANO A TRAVÉS DE LA HISTORIA

*La distinción entre espacio público y espacio privado nació de una toma en cuenta reciente que ha ensanchado la noción del sector individualizado de la vida urbana y conducido a un proceso complejo de fabricación de los espacios colectivos, proceso que nace, en parte, de las tensiones técnicas, y en parte, igualmente, de determinaciones voluntarias. El problema de hoy es de adaptar los espacios colectivos a una demanda múltiple y extensible. Se puede clasificar esos espacios en varias categorías que van de las infraestructuras de carácter funcional a las superestructuras de carácter cultural o simbólico.*

*Su evolución hace resaltar tres estados de desarrollo. La ciudad clásica, que a partir del Renacimiento se substituye a la medieval, lo que introduce una nueva concepción del espacio a partir de una conceptualización al mismo tiempo estética y política. La ciudad del siglo 19 es el producto de la revolución industrial y demográfica que marca una regresión de los espacios colectivos en provecho de una vida social atomizada y segregativa. En fin el siglo 20 introduce una modificación radical de las formas y de la práctica de los espacios colectivos. El problema entonces es de saber lo que se hace de esos lugares, sitios de vida activa. Se debe pues acá poner en evidencia las correlaciones existentes entre la animación y su polivalencia. Pero el pasado no es solo una reserva inerte de modelos y el urbanista debe utilizar su conocimiento del pasado para ponerlo al servicio de una visión prospectiva del porvenir.*